

Unité interdépartementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183

Saint Barthélemy d'Anjou, le 12 oct 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SAMAB**

ZI du Pavement  
BP 23  
53400 CRAON

Références : 2022-517\_INSP\_SAMAB\_CRAON\_RAP  
Code AIOT : 0006303698

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement SAMAB implanté ZI du Pavement BP 23 53400 CRAON. L'inspection a été annoncée le 30/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAMAB
- ZI du Pavement BP 23 53400 CRAON
- Code AIOT : 0006303698
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une usine pour la fabrication de produits de nutrition animale comportant un silo et des installations de stockage de céréales. Ce site existe depuis 1967 et emploie 45 salariés dont 20 présents toute l'année.

Il constitue une filiale du groupe Terrena depuis 1990 (précédemment appartenant au groupe Cana, qui ayant fusionné avec Caval et GCA, a créé Terrena en 2004).

La capacité de production d'aliments pour animaux (granulés, miettes, mâche) est de 100 000 t par an (70 % à destination des bovins, et 30 % pour la filière porcine). La production s'élève actuellement à 88 000 tonnes/an.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites de la précédente visite d'inspection de 2019 (remarque R1 sur les consignes d'exploitation sur le nettoyage et écart E1 sur les rejets aqueux)
- la situation administrative,
- La vérification périodique et la maintenance des installations électriques,
- La vérification périodique et maintenance des moyens de lutte contre incendie,
- Les valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air,
- Les relevés de température des céréales dans le silo plat,
- Le tri des déchets,
- Le transformateur,
- Les dispositifs de confinement,
- L'entretien de la cuve de rétention
- La clôture et le contrôle des accès,

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article 7.2.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article 1.2.1	/	Sans objet
3	Consigne d'exploitation sur le nettoyage Remarque R1 du rapport de 2019	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3-7	/	Sans objet
5	Moyens de lutte contre incendie	Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article 7.5.2 et 7.5.4	/	Sans objet
7	Risque incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article 8.2.3	/	Sans objet
8	Déchets	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-21-2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Disponibilité du dispositif de confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	/	Sans objet
11	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article 7.5.6	/	Sans objet
12	Clôture et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article 7.2.1 et 7.2.2	/	Sans objet
13	Cuvette de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rejet aqueux – Ecart E1 du rapport de 2019	Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article 4.3.9	/	Sans objet
6	Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air	Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article 3.2.2 et 3.2.3	/	Sans objet
9	Transformateur	Code de l'environnement du 04/10/2022, article R543-30	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure: la vérification périodique des équipements électriques.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative, Tableau de classement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 02/07/2010 et bénéficie des droits acquis pour la rubrique 3642 depuis le 09/04/2013 (3642-2-a pour 400 t/j). Il n'y a pas eu de modification signalée pour la rubrique 2260-1.
<b>Constats :</b> La situation administrative actuelle est à actualiser par rapport à celle décrite dans l'arrêté préfectoral du 02/07/2010 et celle du 09/04/2013 (bénéfice d'antériorité 3642) : le classement ICPE et son évolution devront être affinés concernant les rubriques 2160 et 1510 du fait de l'évolution des rubriques et des aménagements en cours concernant l'installation de 4 nouveaux boisseaux de stockage de 130 m3 chacun (Porter à connaissance du 11/03/22) L'antériorité 2910 mériterait d'être sollicitée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Rejet aqueux – Ecart E1 du rapport de 2019

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux résiduaires industrielles traitées et les eaux pluviales du site rejetées dans le réseau pluviales présentent les caractéristiques suivantes : température inférieure à 30°C pH compris entre 5,5 et 8,5 MES<35mg/l DCO< 90mg/l hydrocarbures totaux <10 mg/l
<b>Constats :</b> Par courrier du 21/10/19, l'exploitant a déclaré avoir procédé à un nouvel échantillonnage semaine 42 en 2019 (résultat non transmis) et solliciter l'aide d'une société pour une expertise de l'installation de rejet des eaux industrielles traitées et des eaux pluviales et eaux de lavage des camions. Les résultats d'analyses des rejets aqueux de 2019 du LDA53 (15/10/19) et d'Innovalys (16/10/19) sont présentés par l'exploitant pour les eaux pluviales et les eaux de lavage; les résultats respectent les prescriptions. Il n'y a pas eu de nouvelles mesures. L'expertise de l'installation de rejet des eaux industrielles traitées et des eaux pluviales et eaux de lavage des camions n'a pas été réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Consigne d'exploitation sur le nettoyage Remarque R1 du rapport de 2019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3-7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, nettoyage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  3-7 consignes d'exploitation «[...] Par ailleurs, les consignes de nettoyage prévues au 3.5 précisent notamment les volumes et les surfaces à nettoyer, le personnel qui a la charge de ce nettoyage, le matériel à utiliser et sa disponibilité, les modalités du contrôle et des vérifications de propreté, qui sont au moins hebdomadaires pendant les périodes de manutention et de réception des produits. L'ensemble du personnel, y compris intérimaire ou saisonnier, est formé à l'application de ces consignes d'exploitation et des consignes de sécurité définies au 4.7.</p> <p>Article 8-1-4 de l'Arrêté Préfectoral du 02 juillet 2010 -Nettoyage des locaux :  Le silo ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, parois, les structures porteuses , les chemins de câbles, le gaines ; les canalisations, les appareils et équipements.  Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières, la fréquence de nettoyage est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans des consignes opérationnelles. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.  Dans le silo, le nettoyage et les contrôles de propreté sont renforcés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes écrites.  La quantité de poussières fines déposées sur le sol d'un atelier ne devra pas être supérieure à 50 g/m<sup>2</sup>.  Le nettoyage est partout, où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou centrales d'aspiration. Le matériel utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières.</p>
<p><b>Constats :</b> Suite au contrôle de 2019, l'inspection des installations classées avait fait une remarque sur la procédure de nettoyage.  L'instruction « Nettoyage de l'usine de Craon » réf 56-M03.I209 version du 17/02/22 est présentée; elle indique une fréquence quotidienne de nettoyage de la zone 29 (fosse de réception des céréales et abord) pendant la période de collecte. Lors de l'inspection, il a été observé des « étiquettes » d'enregistrement des nettoyages, faisant office de registre.  Les consignes de nettoyage doivent être précisée concernant les moyens matériel à utiliser selon les lieux à nettoyer, et le personnel concerné,  Il est constaté de la poussière sur les rampes d'escalier des parties hautes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article 7.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Une vérification des installations électriques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.            L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p><b>Constats :</b> Le rapport de thermographie Q19 du 17/02/2022, le rapport de vérification des installations électriques de juin 2022, les certificats Q18 de la société Apave, de juin 2021 et de juin 2022 sont présentés:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le rapport de thermographie Q19 de la société Apave du 17/02/2022 fait état de 2 remarques de priorité 2 (démarrateur Presse 1 avec un défaut interne probable de la cosse bi-métal et contacteur et relais thermique pompe eau chaude) et d'un risque incendie présent: l'exploitant fournit un justificatif de la levée de ces 2 anomalies : remplacement des connexions pour la presse le 04/03/22 et facture SPIE du 10/03/22, remplacement du contacteur connexions refaites pour la pompe eau chaude le 04/03/22.</li> <li>- le rapport de 2022 fait état de 40 non conformités : des annotations manuscrites indiquent des actions correctives réalisées sur 28 remarques entre juillet et septembre 2022,</li> <li>- le Q18 de 2021 est conforme</li> <li>- le Q18 de 2022 indique que l'installation électrique peut présenter des risques d'incendie et d'explosion (21 observations). Des anomalies du Q18 ne sont pas indiquées comme corrigées sur les annotations du rapport. Aucun nouveau Q18 et échéancier n'est présenté</li> </ul> <p>Il est attendu la production d'un nouveau rapport Q18 ne mentionnant plus de risque d'incendie ou d'explosion . Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 5 : Moyens de lutte contre incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article 7.5.2 et 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification des installations et équipements de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>7.5.2 : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essai périodique de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de protection civile d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées.</p> <p>7.5.4</p> <p>L'établissement dispose a minima de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.</li> <li>• Des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment, à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets</li> <li>• des RIA</li> <li>• d'un système de détection automatique d'incendie dans les ateliers de production</li> <li>• des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties en quantité adaptée au risque sans être inférieur à 100 litres et des pelles ;</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Les rapports de vérification des moyens de lutte contre incendie ci dessous sont remis (conformes):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- extincteurs : rapport Chubb du 18/01/22 réalisé sur 72 extincteurs dont 10 identifiés comme présentant des défauts et rapport Chubb du 29/06/22 indiquant le remplacement des 10 extincteurs non-conformes.,</li> <li>- RIA ( rapport Chubb du 18/01/22 transmis par mail le 23/09/22): les 2 RIA sont indiqués comme étant en bon état mais avec une pression faible</li> <li>- extinction automatique à gaz (rapport du 25/11/21): 2 appareils ont été contrôlés et sont signalés en bon état</li> <li>- détection automatique incendie (déclarée réalisé en interne seulement, copie du registre; dernière vérification en mars 2017)</li> </ul> <p>Concernant les justificatifs de débit des bornes incendie, ils ont été réalisés par la commune en 2017 et 2020 (mail du directeur des services techniques de Craon); l'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer si les essais des bornes d'incendie ont été réalisés de manière simultanée et donc si le volume d'eau nécessaire en cas d'incendie sera donc suffisant en cas d'utilisation simultanée des 2 bornes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article 3.2.2 et 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La valeur limite de concentration au rejet pour les installations émettant des poussières sèches est de 20mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>La valeur limite de concentration au rejet pour les installations émettant des poussières humides (unité de granulation) est de 40mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>Des mesures de flux et de la concentration poussières des rejets seront réalisés au moins tous les 3 ans .</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier relevé pour les rejets de poussières dans l'air (rapport Socotec du 09/01/2020) présenté est conforme pour les prescriptions actuellement applicables de l'arrêté préfectoral du 02/07/2010:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Broyeur (poussières sèches): 0,52 mg/m<sup>3</sup></li> <li>- Presse (poussières humides):</li> <li>Presse 1: 0.54mg/Nm<sup>3</sup></li> <li>Presse 2: 0.54 mg/Nm<sup>3</sup></li> <li>Presse 3: 26.4 mg/Nm<sup>3</sup></li> </ul> <p>NB: A compter du 4 décembre 2023, les VLE applicables seront celles de l'Arrêté du 27/02/20 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (art 15-2) soit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>--&gt; Broyage des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux : 10 mg/Nm<sup>3</sup></li> <li>--&gt; Refroidissement de granulés : 20 mg/Nm<sup>3</sup></li> </ul> <p>A ce titre, la presse 3 présentera potentiellement un rejet non conforme par rapport à la valeur limite préconisée par les MTD. L'exploitant indique que des travaux seront effectués au niveau du refroidissement sur les rejets de la presse 3 d'ici fin 2023 et que des nouvelles analyses seront par la suite reconduites afin de vérifier la conformité vis-à-vis des MTD.</p> <p>L'exploitant s'assurera également d'un inventaire exhaustif de ses sources d'émission atmosphériques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Risque incendie et explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article 8.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Relevé de température des céréales dans le silo plat
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo n'entraîne pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto inflammation. Les températures font l'objet d'un enregistrement. Toute élévation anormale (de la température) devra pouvoir être signalée au tableau général de commande.
<b>Constats :</b> Le document référence 56.RE464/2 fait à la fois office de procédure et de document d'enregistrement des températures des céréales au niveau des fosses des silos. La notion d'élévation anormale de température a été définie comme "écart supérieur à 15°C par rapport au dernier prélèvement" sans transmission d'une note explicative sur cette définition de valeur.  Le magasinier réalise des enregistrements manuels de la température via les sondes au niveau des fosses de céréales. Les enregistrements du 20/07/22 au 16/09/22 ont été consultés pour les cases 1 à 4 du silo; ils sont réalisés sur la précédente version de la procédure 56.RE464/1 qui ne définit pas clairement la notion de température anormale sur le document et indique une fréquence de relevé différente de celle du document référence 56.RE464/2  La prescription n'est pas complètement respectée car le signalement sur le tableau de commande n'est pas réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-21-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tri "5 flux"
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre et du bois.  Tout producteur ou détenteur de déchets de construction et de démolition met en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée des déchets, notamment pour le bois, les fractions minérales, le métal, le verre, le plastique et le plâtre.
<b>Constats :</b> Une benne à déchet est présente à l'extérieur de l'établissement coté Est. Les déchets stockés sont mélangés ( papiers, bois , plastique, cartons) ; l'obligation du tri 5 flux n'est pas respectée pour cette benne.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Transformateur

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/10/2022, article R543-30
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PCB
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un appareil est considéré comme non pollué par les PCB s'il est fabriqué après le 4 février 1987, qu'il est hermétiquement scellé ou qu'il est démontré qu'aucun fluide diélectrique contenant un mélange d'isomère dont le numéro de registre CAS est le 76253-60-6 n'a été ajouté avant le 18 juin 1994 et que l'appareil n'a pas de plaque indiquant " UGILEC-T ".  Les appareils fabriqués après le 18 juin 1994 sont considérés comme non pollués par les PCB.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par mail du 23/09/22, la photo de la plaque constructeur du transformateur présent sur le site et non accessible le jour de l'inspection en raison de travaux de désamiantage dans le secteur. La date de fabrication indiquée sur la plaque est de 1999; l'appareil n'est donc pas considéré comme pollué par les PCB.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Disponibilité du dispositif de confinement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article 7.5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, entretien
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010: L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.  Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article 7.5.6 L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie y compris les eaux utilisées pour l'extinction sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.
<b>Constats :</b> La cuve de confinement des eaux d'extinction était remplie le jour de l'inspection et son volume intégral n'était pas disponible.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Confinement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article 7.5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, confinement des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie y compris les eaux utilisées pour l'extinction sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.
<b>Constats :</b> Le volume de la cuve de confinement enterrée n'est pas donnée et ne permet pas de justifier que le volume disponible pour le confinement avec les autres mesures mises en place est suffisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Clôture et contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, articles 7.2.1 et 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Clôture et contrôle des accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 7.2.1 [...] L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.  7.2.2 Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. [...]
<b>Constats :</b> Le site n'est pas clôturé sur sa totalité et il n'y a pas de séparation physique avec l'entreprise Hautbois : l'accès aux 2 établissements et la cour sont communs .
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Cuvette de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, entretien
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté ministériel du 04/10/10 (article 25): L'exploitant veille au bon état des rétentions.  Arrêté préfectoral du 02/07/10 (articles 7.4.3 ): [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir [...]
<b>Constats :</b> La rétention extérieure associée aux cuves de stockages liquide présente une légère fissure sur un côté. Il convient de la caractériser et suivre son évolution afin de garantir l'étanchéité de la cuvette de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet